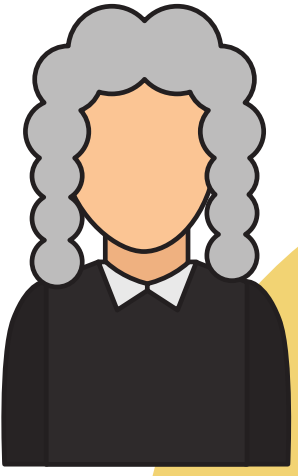




# L'ORDRE JURIDICTIONNEL ADMINISTRATIF



## Les magistrats administratifs

Les juridictions de l'ordre administratif ont pour fonction de juger les litiges qui mettent en cause l'administration.

L'indépendance des membres des tribunaux administratifs et des Cours administratives d'appel est protégée : une loi du 6 janvier 1986 a créé un **Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des Cours administratives d'appel**.

Cependant, pour les conseillers d'État, il n'y a pas de texte protégeant leur indépendance. Mais, cette absence de texte n'est pas un réel inconvénient. En effet, le prestige de cette juridiction confère à ses membres une sorte **d'inamovibilité** que le gouvernement ne remet pas en cause. Il existe toutefois un décret relatif aux régimes disciplinaires des conseillers d'État.

## Le tribunal administratif



Les tribunaux administratifs sont issus de la transformation des conseils de préfecture par le biais d'un décret du 20 septembre 1953. Ce décret reconnaît aux tribunaux administratifs une compétence de droit commun pour statuer sur le contentieux administratif qui jusqu'en 1953 était confiée au Conseil d'État.

Les tribunaux administratifs sont les **juges administratifs de droit commun** et exercent une compétence de **1er ressort**, susceptible d'appel. Cette compétence de 1er ressort est une compétence **territoriale** : elle est limitée au ressort géographique de chaque tribunal.

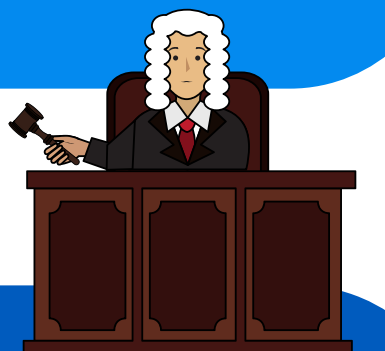


## La Cour administrative d'appel

Les Cours administratives d'appel ont été instituées par la loi du 31 décembre 1987 afin de décharger le Conseil d'État qui était jusque-là compétent pour statuer sur les appels des jugements rendus par les tribunaux administratifs. Mais, il a fallu attendre la loi du 8 février 1995 pour que les compétences des Cours administratives d'appel soient élargies. Aujourd'hui elles ont une **compétence générale en matière d'appel**.

Chaque Cour administrative d'appel est présidée par un conseiller d'État. Les autres magistrats siégeant dans une Cour administrative d'appel sont des conseillers de tribunaux administratifs, qui ont au moins six ans de service à assurer l'**unité de la juridiction administrative**.

## Le Conseil d'Etat



Le Conseil d'État a été créé sous la Constitution de l'an VIII mais, à cette époque on était encore dans la théorie du **ministre-juge (justice retenue)**. C'est seulement avec la loi de 1872 que l'on est passé à une **justice déléguée** et que le Conseil d'État est devenu une véritable juridiction.

Depuis la réforme du contentieux de 1987 le Conseil d'État est un **juge de cassation**. Il peut aussi être saisi pour **avis** par les tribunaux administratifs ou les Cours administratives d'appel.

Plus exceptionnellement, il peut être **juge d'appel** pour les élections municipales par exemple.

De plus, en vertu de l'article 39 de la Constitution, il conseille le gouvernement.